

**AVENANT DU 29 JANVIER 2000
À L'ACCORD NATIONAL DU 23 FÉVRIER 1982,
MODIFIÉ PAR LES ACCORDS DU 24 JUIN 1991 ET DU 7 MAI 1996**

Entre :

- L'Union des Industries Métallurgiques et Minières, d'une part,
- Les organisations syndicales soussignées, d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

L'avenant du 28 juillet 1998 à l'accord national du 23 février 1982, modifié par les accords du 24 juin 1991 et du 7 mai 1996, est annulé et remplacé par le présent avenant.

L'article 3 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

L'article 6 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

L'article 12 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

Le renvoi (1) de l'article 13 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

L'article 21 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

L'article 23 de l'accord national du 23 février 1982 est annulé.

L'article 3 de l'accord national du 24 juin 1991 est annulé.

L'article 1 de l'accord national du 7 mai 1996 est annulé.

L'article 2 de l'accord national du 7 mai 1996 est annulé.

L'article 5 de l'accord national du 7 mai 1996 est annulé.

Le présent avenant entrera en vigueur à la date à laquelle entrera effectivement en vigueur l'avenant du 29 janvier 2000 à l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie.

Toutefois, les articles 3, 6, 12 et 21 de l'accord national du 23 février 1982, 3 de l'accord national du 24 juin 1991, et 1 de l'accord national du 7 mai 1996 sont maintenus en vigueur pour les entreprises de 20 salariés ou moins, jusqu'à la date à laquelle la durée légale du travail est fixée à 35 heures pour ces entreprises, soit le 1^{er} janvier 2002, sauf si elles décident d'anticiper la date de passage de la durée légale à 35 heures et d'appliquer les articles 5, 6, 8 et 10 de l'accord national du 28 juillet 1998 sur l'organisation du travail dans la métallurgie.

Les entreprises de plus de 20 salariés, qui, à la date d'entrée en vigueur du présent avenant, décomptent l'horaire sur l'année en application soit de l'article 3 de l'accord national du 24 juin 1991, soit de l'article 1 de l'accord national du 7 mai 1996, pourront continuer à appliquer ces accords jusqu'au terme de la période en cours de décompte de l'horaire, à condition d'appliquer, à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, la réglementation relative aux heures supplémentaires, dans les conditions qu'elle prévoit, aux heures excédant une durée moyenne de trente cinq heures par semaine travaillée.

Le présent avenant, établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du Travail, est fait en nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du Travail.